

NOTICE D'ACCESSIBILITÉ (PC39-n° 10)

(D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détail prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)

1. RAPPELS

a. Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 – articles 41 à 43 et 51 « volets accessibilité »
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 – cadre bâti « ERP – IOP – BHC et MI » – modifié par décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Décret n° 2007-1327 et arrêté du 11 septembre 2007 – dossier spécifique « accessibilité des ERP et IOP »
- Décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 – « modification des CCDSA »
- Arrêté du 1er août 2006 – ERP et IOP « neufs » – modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 21 mars 2007 – ERP et IOP « existants »
- Arrêté du 22 mars 2007 – attestation de travaux accessibilité « ERP et IOP » – modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Circulaire 2007-53 du 30 novembre 2007
- Arrêt modifier du 8 novembre 2014

b. L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public défini à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements »

c. Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES RÈGLES D'ACCESSIBILITÉ** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

d. Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. — Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi qu'ils seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

2. OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis-à-vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

a. Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

b. Direction départementale des territoires (DDT) – Tarn – Mission Accessibilité

Tél. : 05 81 27 50 01

3. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité [SCDA])

Important : Formuler si nécessaire la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultante de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007), si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH)

4. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes :

Dans le cadre d'un permis de construire, le dossier spécifique PC 39 doit contenir (art. R.111-19-18 et R.111-19-19) :

- Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité,
- Le formulaire d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP.

Dans le cadre de l'autorisation de travaux, le dossier comporte (art. R.111-19-18 et R111-19-19)

- Le formulaire d'autorisation de travaux,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
- Un plan coté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
- La présente notice d'accessibilité.

Remarque : les plans cotés doivent faire apparaître au moyen de détails (art.2 de l'arrêté du 11 septembre 2008).

- Faire figurer les rectangles d'espace d'usage (0,80 x 1,30) et les aires de rotation (Ø 1,50), circuits piétons, pentes des plans inclinés ;
- Indiquer et coter les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- Coter les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc.

5. DONNÉES CONCERNANT L'OPÉRATION

a. Désignation de l'opération

1. DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

SCI SIALA - Siret : 879 948 875 00015 - M. Sylvain LACLAU et M Frederic MAUREL - 146 RTE DE GRAULHET - 81600 BRENS

2. ÉTABLISSEMENT

NOM de l'établissement : Construction d'un bâtiment contenant 2 cellules sur la Zone du SIALA à Castres

Activité avant travaux : Aucun Après travaux :

Centre de dialyse et 5 locaux à usage d'établissement de soins (Type PU de Cat 5°)

IDENTITÉ du futur exploitant : SCI B C L P Profession libérale : OUI ☐ NON ☒

TYPE(S) et CATÉGORIE de l'établissement :

Cellule A1 (GO SPORT) → ERT + ERP type M - Cat 5,

Cellule A2 (Basic Fit) ERT + ERP type M - Cat 5,

ADRESSE : Lieu-dit : Le Siala bas / Penchenery

Code postal : 81 100 Commune : Castres

Demande de permis de construire en cours : OUI ☒ NON ☐

b. Désignation des acteurs

1. Maître d'ouvrage :

SCI B C L P - Siret : 483 714 291 00018 – M. Sylvain LACLAU – Route de Graulhet – 81 600 BRENS

2. Maître d'œuvre :

Cabinet CABROL & BEAUVOIS Architectes

41 bis, rue Amiral Galiber – 81 100 CASTRES

contact@cabrol-beauvois.fr

Tel 05 63 71 49 71

3. Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte a, qui est confié, l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité :

Non défini

4. Nom de l'intervenant :

6. ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'ŒUVRE

1. MAITRE D'OUVRAGE

Je soussigné, M. Frédéric Maurel - SCI SIALA, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées en vigueur sur le projet défini ci-avant.

Date : 5 septembre 2022

signature

2. MAITRE D'ŒUVRE

Je soussigné, M. Benoit Cabrol Architecte, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées en vigueur sur le projet ci-avant.

Date : 5 septembre 2022

signature


Cabrol & Beauvois
ARCHITECTES
41B Rue Amiral Galiber
81100 CASTRES
Tel: 05 63 71 49 71
SIRET: 752 434 829 00012
www.cabrol-beauvois.fr



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et A ADAPTER A CHAQUE PROJET.

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans les articles R111-19 à R111-19-12 et les arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés par les arrêtés du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRÉSENT PROJET

**Détails à prendre en compte dans la notice :
[art 2-3° de l'arrêté du 11 septembre 2007]**

Les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public

- Dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;
- Portes automatiques, portillons, tourniquets ;
- Guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;
- Mobilier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;
- Appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;
- Dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétiques, écrans, panneaux à messages défiant, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;
- Équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;
- Équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...

La nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements

[Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions]

Le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration

[Niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons — aire d'absorption des revêtements et éléments absorbant > 25 % de la surface au sol de ces locaux]

a. Les dispositifs d'éclairage des parties communes : tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile

[Niveaux d'éclairement visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires]

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES À VOTRE PROJET

❖ SOLUTION D'EFFETS EQUIVALENTS

Néant

❖ CHEMINEMENTS EXTERIEURS

[Article 2 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel [largeur, pente, espaces de manœuvre, de portes, de demi-tour, de repos, d'usage...]
- Repérage, guidage [contraste visuel, signalisation...]
- Sécurité d'usage [hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers...]
- Qualité d'éclairage [minimum 20 lux]
- ...

1) Description

a. Repérage et guidage :

Marquage au sol et sur les éléments structurels des zones de circulation et du cheminement qui sera sécurisé entre les places de stationnement et l'entrée.

Mise en place de bande de guidage en résine de couleur contrastée et tactile depuis les places de stationnement PMR jusqu'à l'entrée de l'établissement, suivant l'annexe 6 et la norme NF p 98-352 : 2015.

b. Caractéristiques dimensionnelles :

Le cheminement du parc de stationnement jusqu'à l'entrée de l'établissement présente une largeur de plus de 1,40 mètre libre de tout obstacle, les pentes sont inférieures 4 %.

Les ressauts seront < 2 cm.

Le croisement du cheminement avec la circulation sera matérialisé par un zébra et une bande d'éveil sera installée de part et d'autre de la voirie

c. Sécurité d'usage

Éclairage du cheminement de 20 lux moyens suivant l'article 14.

❖ STATIONNEMENT

[Article 3 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Nombre : 2 % du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum
- ...

1) Description

a. Situation

Implantation de ceux-ci au plus proche de la porte d'entrée de l'établissement.

b. Repérage

Mise en place de panneaux de signalisation des places réservées de type B6d et B6h, en tête des places sur une hauteur visible (Hauteur > 2.20 mètres)

c. Nombre

Création de 103 places de stationnements (avec 22 places électriques) dont 3 places PMR électriques

Caractéristiques dimensionnelles

5,00 x 3,30 + une sur profondeur de 1.2 m sur la largeur de la place, dévers en tous sens <2%

❖ ACCES AUX BATIMENTS

[Article 4 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Entrées principales facilement repérables [éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel...]
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage...)
- Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de porte...)
- ...

1) Description (article 4)

a. L'accès

Pas de présence de plan incliné devant l'accès, caractéristiques de dimensionnement suivant l'annexe 2.

Absence de contrôle d'accès et de dispositif d'appel,

b. Repérage

Mise en place d'une signalisation de l'établissement qui soit visible depuis la voirie et mise en place de panneaux indicateurs de l'entrée depuis le parc de stationnement

Porte coulissante motorisée sans seuil : Visualisation des parties vitrées par bandes de vitrophanies de 5cm à 110 et 160 cm du sol fini, Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour de diamètre 150 au droit des entrées

❖ ACCUEIL DU PUBLIC

[Article 5 de l'arrêté du 1er août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES

[Article 6 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Éléments structurants repérables par les déficients visuels
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes...)
- Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)
- ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

~~[Article 7 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]~~

◆ ESCALIERS

- Contraste visuel et tactile en haut des escaliers
- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastées...)
- Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)
- ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

◆ ASCENSEURS

- Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible
- Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis...)
- Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire
- ...

Néant

❖ TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES

[Article 8 de l'arrêté du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire
- Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence.
- Doivent être doublée par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur
- ...

Néant

❖ REVETEMENTS DE SOLS, MURS ET PLAFONDS

[Article 9 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle
- Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbant > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration...)

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ PORTES, PORTIQUES ET SAS

[Article 10 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des ferme-porte, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf. annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006...)

2) Généralité

Sas d'entrée : néant

Porte d'entrée coulissante motorisée de 140 cm de largeur minimale – Vitrage visualisé

Portes intérieures : Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE

[Article 11 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commande (contraste visuel, signalisation...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieures des lavabos ; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier.
- Caractéristique minimale à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler
- Information sonore doublée par une information visuelle, ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ SANITAIRES

[Article 12 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014 et du 8 décembre 2014]

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur...), de la barre d'appui...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains...
- Obligation d'un lave-mains à l'intérieur des sanitaires « H »

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ SORTIES

[Article 13 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 et du 8 décembre 2014]

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ ÉLÉMENTS D'INFORMATION ET DE SIGNALISATION

[Annexe 3 à l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournies de façon permanente aux usagers ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

❖ ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS

[Article 16 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)

- ...

Sans objet

❖ ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HEBERGEMENT

[Article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)
- Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées

Sans objet

❖ DOUCHES ET CABINES

[Article 18 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)

- ...

1) Généralité

Néant – À la charge des futurs exploitants

❖ CAISSES DE PAIEMENT DISPOSÉES EN BATTERIE

[Article 19 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et du 8 décembre 2014]

- Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)

— Largeur minimale d'accès aux caisses ;

— ...

Sans objet

DEMANDE ÉVENTUELLE DE DÉROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogré

Date et signature du demandeur
5 septembre 2022, M. Frédéric MAUREL